



OPINION PATRICK BOULTE, vice-président de Solidarités nouvelles face au chômage

Tenons-nous vraiment à l'emploi ?

Alors que le chômage massif est une constante depuis plus de trente ans, avec ses innombrables et graves conséquences pour notre pays, pourquoi nos politiques publiques et le contenu de nos accords sociaux sont-ils si peu déterminés par leur impact potentiel sur l'emploi ? La raison en est sans doute que, contrairement aux apparences, la préoccupation de l'emploi reste minoritaire et non prioritaire. Deux réalités de nature très différente autorisent à le penser.

D'une part, le risque pour nos concitoyens de se retrouver confrontés à la pénurie d'emplois est très inégalement réparti. Compte tenu de la stabilité d'emploi dans le secteur marchand pour ceux qui y bénéficient de contrats à durée indéterminée – la France détient le record de cette stabilité en Europe – et de l'importance de l'emploi public, au taux de rotation très faible, ce n'est qu'une partie minoritaire de la population active – aux alentours de 30 % – qui se retrouve pé-

riodiquement sur le marché du travail ou qui est confrontée aux incertitudes du travail non salarié.

Les principaux concernés sont donc minoritaires politiquement. De plus, comme le dialogue social est essentiellement construit autour des questions qui intéressent les salariés stables (rémunérations, conditions de travail, protection sociale, accès à la formation...), les réalités que vivent les autres restent peu évoquées. Bien des sujets qui concerneraient, au premier chef, le monde des demandeurs d'emploi et des précaires n'y sont pas abordés ou ne le sont qu'à la marge. Un exemple : dans les débats sur les retraites, l'impact des aléas de carrière professionnelle sur la constitution de droits à la retraite est souvent oublié. Nous sommes dans un débat structurellement déséquilibré qui explique que toute une part de la réalité sociale se trouve, de facto, occultée.

Le deuxième facteur de délaissement de la cause de l'emploi dans l'esprit de nos concitoyens est lié à leur manque d'intérêt réel pour les

Comme le dialogue social est essentiellement construit autour des questions qui intéressent les salariés stables, les réalités que vivent les autres restent peu évoquées.

performances de notre économie productive, à la différence de ce qui se passe chez nombre de nos concurrents. Cela pour la bonne et simple raison que ces performances n'affectent qu'à la marge et très indirectement leurs revenus, en tout cas les revenus de leur épargne, et la valeur de leur patrimoine. En effet, celui des Français - cela est vrai aussi pour celui de leurs décideurs politiques - se trouve investi à 61 % dans l'immobilier, donc dans l'économie de rente. Alors que le ratio des avoirs financiers sur les avoirs non financiers est de 2 aux États-Unis, il est de 0,75 en Allemagne et de seulement 0,5 en France. En d'autres termes, l'épargne française, encouragée d'ailleurs en cela par les dispositifs fiscaux, ne s'investit que peu dans le financement du capital productif et, en plus, quand elle le fait, elle répugne à en assumer le risque, préférant la forme obligatoire à l'apport en capital.

Ces deux considérations expliquent, sans doute, que, quand nous abordons le thème de l'emploi, nous restions dans une logique d'injonction aux demandeurs d'emploi ou de soutien à l'emploi à travers des aides, plutôt que de priorité au développement économique.

D'où l'importance de changer notre façon de débattre de ces questions et, plutôt que d'organiser un énième sommet social dans les configurations habituelles, de se poser la question de l'opportunité de réunir des états généraux pour l'emploi, élargis à l'ensemble des parties prenantes contributives du développement économique, y compris au niveau territorial. C'est ce que recommandent aujourd'hui de nombreuses organisations de la société civile, dont Solidarités nouvelles face au chômage, qui œuvre depuis près de trente ans aux côtés des demandeurs d'emploi et qui regrette le manque d'ouverture du débat sur l'emploi. Et c'est le chemin que semble prendre le gouvernement.